



**HAL**  
open science

## L'exception iranienne

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. L'exception iranienne. *Géostratégiques*, 2008, 19, pp.5-13. halshs-00768649

**HAL Id: halshs-00768649**

**<https://shs.hal.science/halshs-00768649>**

Submitted on 22 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



---

## Editorial

---

### L'EXCEPTION IRANIENNE

Le recteur Gérard-François DUMONT\*

---

\* Le recteur avec ses étudiants de l'Université de la Sorbonne-Abu Dhabi : des Algériens, des Egyptiens, des Emiriens, un Français, des Libanais, des Marocains, des Palestiniens, des Syriens...

CERTAINS PENSENT QUE L'AVENIR GÉOPOLITIQUE DE L'IRAN dépend des décisions que prendront ou ne prendront pas les États-Unis. D'autres ajoutent que cet avenir dépend aussi des attitudes que choisiront la Russie, la Chine ou les pays de l'Union européenne. En réalité, ces points de vue ont leurs limites. Car l'avenir de chaque pays dépend d'abord des décisions qu'il prend.

Pourtant certains, méconnaissant l'histoire de ces dernières années, pensent que ce principe ne s'est pas appliqué à l'Irak de Saddam Hussein, ce qui est erroné. Si Saddam Hussein n'avait pas pensé que jamais les États-Unis n'attaqueraient l'Irak, s'il était seulement sorti de sa superbe pour entrouvrir la fenêtre à la livraison d'informations objectives sur l'armement irakien, il serait sans doute toujours au pouvoir. Car il aurait pu faire démontrer, dès l'origine et par exemple après les présentations du secrétaire d'Etat Colin Powell le 5 février 2003 à l'Onu, que les arguments guerriers du gouvernement des Etats-Unis étaient fallacieux. Ainsi, d'une part, il aurait enlevé toute justification à la guerre et, en outre, il aurait ridiculisé les Etats-Unis, plus précisément leurs services de renseignements, ce qui l'aurait valorisé et remis en selle. Mais puisque, selon la formule du Général De Gaulle, « l'histoire est tragique », c'est le peuple irakien qui subit les conséquences des positions erronées de Saddam Hussein et du gouvernement des Etats-Unis.

Cet exemple, comme de nombreux autres, valide donc le principe ci-dessus qui signifie que l'avenir de l'Iran dépend d'abord de... l'Iran, d'un Iran qui se trouve dans ce début de XXIe siècle devant une alternative. Examinons d'abord combien

cette alternative se présente dans un contexte historique spécifique que j'appelle « l'exception iranienne ».

En effet, dans la géopolitique mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle comme dans celle de sa région, l'Iran n'est pas un État comme les autres, au moins pour trois raisons objectives : son caractère national très ancien, sa place particulière et sans équivalent au sein du monde musulman, et son poids démographique relativement important. S'ajoute une autre raison, plus subjective, sur les caractéristiques de son régime politique.

### **Un terreau national très ancien**

Parce que son histoire plonge dans la très longue durée, l'Iran repose sur un terreau national particulièrement ancien. En effet, on peut faire remonter la réalité nationale iranienne au premier royaume des Mèdes, entre 612 et 550 avant J.-C., donc au VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Cette réalité nationale a, bien entendu, traversé les vicissitudes de l'histoire, mais est sans doute l'un des éléments explicatifs d'une autre page spécifique de l'histoire du pays, le fait que l'Iran n'est jamais été colonisé, au moment même, où autour de lui, des empires dominaient territoires et peuples. L'Iran s'est ainsi préservé des trois empires qui le jouxtaient : l'empire russe, l'empire ottoman et l'empire anglais, sans avoir été colonisé par aucun d'entre eux, même s'il a pu subir temporairement des occupations ou de fortes pressions, notamment des Britanniques ou des Russes au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le caractère national de l'Iran s'exprime aussi dans l'existence de frontières qui se trouvent, dans une large mesure, anciennement établies, bien déterminées par la tradition, même si les limites actuelles furent formellement actées au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'égide des Anglais et des Russes voulant assurer la stabilité des marges de leur empire. Quant à la frontière occidentale, elle résulte de celle fixée avec l'empire ottoman par le deuxième traité d'Erzurum de 1847. Aujourd'hui, si l'on exclut la contestation portant sur la délimitation des frontières fluviales en Basse Mésopotamie, dans le Chatt el Arab, dont Saddam Hussein prit prétexte pour déclencher sa guerre de 1980, la seule concerne la souveraineté sur quelques îles situées à l'entrée du détroit d'Ormuz<sup>1</sup>.

### *Éditorial*

En examinant la géopolitique étatique actuelle de la vaste région asiatique où se trouve l'Iran, le contraste selon le caractère national des États est frappant. À côté d'un Iran qui peut, sans forcer l'histoire, se réclamer de plus de vingt-cinq siècles, la dimension nationale des autres pays est bien maigre. Leur création étatique est fort récente, datant pour certains pays de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et leurs frontières sont récentes, résultant souvent moins d'une histoire propre qui aurait façonné leur géographie que de limites choisies par des colonisateurs, sans guère solliciter l'avis des peuples<sup>2</sup>. Certes, d'autres nations de la région ouest et centre-asiatique ont une profondeur historique. C'est le cas de l'Arménie, mais sans continuité politique et dans des frontières actuelles contraintes comme le symbolise le mont Ararat, haut lieu de l'âme arménienne, mais se trouvant aujourd'hui sur le territoire de la Turquie, donc largement visible de l'Arménie actuelle, mais inatteignable puisque la frontière est totalement bouclée. Le Liban était une nation maritime, puis est devenue une nation de réfugiés<sup>3</sup>, ce qui donne à son histoire un caractère tout à fait particulier.

Bien sûr, les peuples de la région ont une profondeur historique, mais rarement une profondeur nationale. À l'Est de l'Iran, le Pakistan n'est qu'un État résultant d'un compromis, toujours à la recherche de son identité<sup>4</sup>. Le Moyen-Orient a connu des civilisations exceptionnelles, sumérienne, égyptienne... mais ces dernières ont disparu sans que des nations en assurent la continuité. Les califats ont correspondu à une période d'assez courte durée au regard de l'histoire, avec des frontières sans cesse mouvantes, et n'ont pas non plus engendré de construction nationale durable. Quant à l'empire ottoman, non seulement il est récent, mais il trouve aujourd'hui comme successeur un état jacobin qui est presque son contraire : l'empire ottoman, tout en assurant le pouvoir à des sultans musulmans, se voulait plurinational. En revanche, l'histoire de la Turquie, depuis sa fondation, est celle d'un processus continu d'homogénéisation ethnico-religieuse, comme l'attestent encore les événements survenant périodiquement : meurtre d'un journaliste turc de confession arménienne<sup>5</sup>, exil en février 2007 du prix Nobel Orhan Pamuk en raison des menaces de mort qu'il a reçues<sup>6</sup>, meurtre ou tentatives de meurtres sur les - pourtant - rares prêtres catholiques...

### **Une place particulière au sein du monde musulman**

Deuxième exception iranienne, sa place triplement particulière au sein du monde musulman. D'une part, l'Iran est le seul pays où la population est très majoritairement chiite<sup>7</sup>, dans la mesure où une situation semblable ne se constate que dans l'État d'Azerbaïdjan, mais qui, historiquement, est aussi pour les Iraniens l'Azerbaïdjan du nord jusqu'à ce que la Russie s'en empare définitivement après plusieurs guerres, d'où la frontière nord de l'Iran sur le fleuve Araxe actée par le traité de Turcomantchay en 1828. La proportion de chiites est également au-dessus de la moitié de la population en Irak ou à Bahreïn, mais sans atteindre le pourcentage de l'Iran. D'autre part, considérant l'ensemble des chiites dans le monde, le poids démographique de l'Iran est très largement dominant, ce qui met l'Iran dans une position spécifique pour la pérennité de cette branche de l'islam. En outre, l'Iran est le seul pays musulman qui puisse être considéré comme une théocratie, comme l'atteste non seulement son intitulé, République islamique d'Iran, mais aussi la lecture de sa constitution. Même s'il existe dans d'autres pays musulmans de forts liens entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux, en Arabie saoudite ou au Maroc par exemple, le pouvoir institutionnel ne s'y organise pas sur des règles essentiellement religieuses.

### **Une place démographique primatale**

Outre sa singularité nationale et religieuse, l'Iran est aussi dans une certaine mesure une exception démographique dans sa région ouest et centre-asiatique. Avec 72 millions d'habitants en 2007, son peuplement dépasse très largement celui de ses voisins, à l'exception du Pakistan à l'est. Il est du même ordre de grandeur que celui de la Turquie à l'ouest et de l'Égypte au sud-ouest du Moyen-Orient. La population de l'Iran est plus de deux fois plus importante que celle de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Syrie ou de l'Arabie saoudite. Les autres pays limitrophes de l'Iran, ou seulement séparés de lui par le golfe Persique, ont des poids démographiques très limités : l'Azerbaïdjan et le Turkménistan comptent chacun moins de 9 millions d'habitants, l'Arménie, les Émirats arabes unis et le Koweït moins de 5 millions<sup>8</sup>, le Qatar et Bahreïn moins de 1 million. L'Iran est donc sans contexte une puissance démographique régionale qui s'appuie sur une longue histoire nationale et une spécificité politico-religieuse. Le pays compte aussi une quatrième caractéristique, particulière dans sa région.

### **Un système institutionnel pérenne ?**

En effet, la révolution islamique de 1979 a, sans aucun doute, été un événement politique majeur, sans équivalent au sein des pays voisins depuis les décolonisations anglaises françaises et russes. Elle a instauré un régime politique très spécifique, dont certains ont douté de la pérennité, mais dont l'organisation politique peut s'expliquer par la nature de l'Iran, qui se trouve être la grande nation chiïte. Le régime politique théocratique a su s'installer, résister aux armées de Saddam Hussein, durer sans faire l'objet d'une véritable mise en cause. Les oppositions plus ou moins feutrées portent davantage sur telle ou telle orientation prise à tel ou tel moment par un responsable du régime que sur le régime lui-même. Dans les manifestations dont les médias internationaux sont informés, qu'ils s'agissent de femmes ou d'étudiants, l'on entend la critique de certaines décisions du régime, de certaines réglementations jugées liberticides, de positions qui finalement obèrent le développement. Mais il ne s'agit guère de l'expression d'une volonté de changer le régime lui-même. Or, dans cette même région ouest et centre-asiatique, la situation est généralement différente. Les critiques internes portent souvent non seulement sur les orientations des pouvoirs en place, mais sur le régime politique tel qu'il se trouve organisé. Il résulte de cette différence une singularité iranienne dans la mesure où une autre révolution, remettant par exemple au pouvoir le shah et donc un pouvoir civil, semble peu envisageable, sauf si le régime actuel implosait, par exemple sous l'effet de ses dissensions internes ou d'une montée des mécontentements devant les résultats des choix effectués.

Ainsi, l'Iran ne semble-t-il pas dans la situation de nombre de régimes de pays voisins qui, après les décolonisations britanniques ou russes, sont toujours à la recherche d'un système politique, comme l'attestent leur alternance entre la carotte et le bâton, ou les luttes entre les partisans de régimes politiques laïcs et ceux favorables à des régimes politiques fondées sur une religion sans partage, ou entre les tentations dictatoriales et la recherche de voies démocratiques.

### **Le premier pan de l'alternative : la fermeture ou la sanctuarisation**

Partant d'une part du principe que, pour l'essentiel, chaque pays construit son propre avenir et, d'autre part, des singularités iraniennes, toute réflexion sur l'avenir géopolitique de l'Iran passe par l'examen de l'alternative suivante : l'Iran se voit

confronté à un choix entre une stratégie de fermeture et une stratégie d'ouverture, chacune d'entre elles trouvant des traductions internes, régionales et internationales. Une stratégie de fermeture se décline d'abord au plan interne par la priorité excessive donnée aux budgets sécuritaires par rapport aux budgets économiques, aux budgets militaires par rapport aux budgets civils, au « canons » par rapport au « beurre »<sup>9</sup>. Cette priorité semble généralement dominer en Iran jusqu'à présent comme l'atteste cette situation qui étonne toujours lorsqu'on explique que l'Iran importe son essence, bien que ce pays soit un des plus grands exportateurs de pétrole ! Au plan régional, certains pourraient dénommer une stratégie de fermeture comme une stratégie activiste lorsqu'il d'attache moins d'importance à la recherche de projets de coopération avec les États de la région qu'à montrer son engagement auprès de minorités d'autres pays du Moyen-Orient, par un soutien davantage axé sur des principes révolutionnaires que sur des principes religieux, sur des principes politiques que sur une valorisation de la spiritualité chiite. Au plan international, l'analyse de la carte des pays membres ou observateurs de l'Organisation Mondiale du Commerce semble illustrer une tendance à la stratégie de fermeture. En effet, cette organisation, qui compte plus de 150 pays depuis l'adhésion du Viêt Nam en 2006, ne comprend ni comme membre, ni comme observateur l'Iran. Ce pays est l'un des rares dans ce cas, avec la Corée du Nord, la Somalie ou l'Érythrée à ne pas avoir demandé à être au moins observateur.

Cette attitude singulière de fermeture conduit à s'interroger, à poser des questions, certes exigeantes, mais que l'universitaire se doit d'annoncer. Un pays n'est-on pas tenté par la sanctuarisation tout simplement lorsqu'il ne parvient pas à développer une capacité au dialogue et à l'ouverture ? Est-il préférable pour un pays de rayonner du fait même sa propre identité spécifique, de sa propre culture, de sa propre histoire, ou de se faire connaître par une capacité de dénoncer les autres qui fait le plaisir des médias<sup>10</sup> ? Vouloir participer à une sorte d'internationale des activistes (incluant des personnages comme Castro ou Chavez qui ne semblent pas faire le bonheur de leur peuple, au regard des volontés d'émigration<sup>11</sup>) n'est-il pas le résultat d'une défiance de soi, d'une incapacité à magnifier son indépendance dans des relations d'interdépendance au sein de la communauté internationale ? À la lecture de certaines déclarations et réalités iraniennes, on peut donc se demander si l'Iran n'est pas en train de perdre confiance en elle, comme le traduit d'ailleurs une fécondité qui s'est effondrée et se trouve désormais sous le seuil de remplacement des générations<sup>12</sup>. Les comportements démographiques ont une signification politique<sup>13</sup>. Il y donc un hiatus iranien entre certains discours centrés sur des déclara-

tions anti-occidentales et une fécondité de 2 enfants par femme, qui, elle, est d'un niveau occidental. À cet égard, il est clair que le président iranien actuel semble vouloir dicter à la population iranienne des leçons de bonne démographie. En effet, en 2006, le président Ahmadinejad a traité sévèrement les Iraniennes dont il juge la fécondité trop basse et annoncé qu'il souhaite rajouter 50 millions de plus aux 72 millions d'Iraniens actuels<sup>14</sup>. Mais, manifestement, les données démographiques montrent que la population iranienne n'écoute pas les conseils démographiques de son actuel président.

### **Le second pan de l'alternative : l'ouverture**

Face à la stratégie de fermeture, existe une stratégie d'ouverture, celle qui se trouve généralement appliquée lorsque règne la confiance en soi. Comme la stratégie de fermeture, elle s'inscrit dans trois champs géographiques national, régional et international.

An plan interne, et si l'on veut favoriser de bons équilibres de géopolitique interne, une logique dite d'ouverture passe, par exemple, par le développement des infrastructures que les rentes pétrolières et gazières, sans oublier celle du cuivre, donnent le moyen de financer. Un seul regard sur la carte du réseau ferré iranien met en évidence une faiblesse incontestable. L'ouverture interne pourrait s'accompagner d'une logique de décentralisation d'un pays qui souffre d'une certaine macrocéphalie, le poids relatif trop important de la capitale pouvant nuire au développement local des territoires iraniens.

De telles mesures de géopolitique interne peuvent aussi être au service d'une géopolitique régionale, c'est-à-dire d'un rayonnement de l'Iran dans son espace régional. En effet, ces infrastructures nationales peuvent se déployer selon une logique régionale, sachant que l'Iran offre une porte océanique aux pays d'Asie centrale. Un bon exemple est la ligne de 1000 km prévue entre Machhad au nord-est du pays, dans une région relativement proche du Turkménistan, et Bafq au centre-est du pays. Comme il existe déjà une ligne Bafq jusqu'à Bandar-Abbas, port sur le détroit d'Ormuz, à l'entrée du golfe Persique, cette ligne va offrir une durée et des coûts de transport<sup>15</sup> intéressants jusqu'à l'accès à la mer d'Oman pour le Turkménistan ou même l'Ouzbékistan. Selon cet exemple, la géographie place des territoires iraniens dans une position stratégique compte tenu des processus de globalisation, inter-



nationalisation et mondialisation<sup>16</sup>. Or, l'ouverture, c'est tout simplement avoir la politique de sa géographie. En effet, savoir dynamiser ses atouts géographiques engendre à la fois des effets économiques et géopolitiques. Or, par exemple, le port de Chabahar, au sud-est de l'Iran sur la mer d'Oman, dispose d'une position géographique exceptionnelle, insuffisamment valorisée, même si diverses initiatives ont été conduites. Plus généralement, l'ouverture régionale peut faire de l'Iran une référence moyen-orientale et centre asiatique car le pays dispose non seulement d'un héritage historique, mais d'une réalité institutionnelle qui peut être pérenne.

Au plan international, un pays démographiquement primatial peut peser politiquement comme dans des coopérations régionales. Or, l'Iran a les moyens démographiques d'être, *ceteris paribus*, dans l'ensemble régional où il se situe, ce que le Brésil est en Amérique du Sud. Une telle position est de nature à donner à l'Iran un important porte-voix, naturel et pérenne, dans les instances internationales.

#### **Entre la fierté de la sanctuarisation et le rayonnement due à l'ouverture**

Au total, quitte à déplaire à ceux qui pratiquent l'anti-occidentalisme primaire, nous nous sommes placés dans l'idée que l'avenir de l'Iran se joue d'abord à Téhéran. Dans ce cas, l'alternative est entre la fierté nationaliste de la sanctuarisation et le rayonnement due à l'ouverture. Certes, la tentation de la sanctuarisation s'est en partie trouvée encouragée par l'installation d'un régime politique nouveau après la révolution de 1979, puis, très rapidement, par l'agressivité d'un Saddam Hussein bénéficiant de soutiens internationaux. Mais il faut rappeler que la république islamique d'Iran a été aidée par Israël et les Etats-Unis, puisque le scandale dit de l'irangate a montré que le gouvernement de Jérusalem a clandestinement servi d'intermédiaire pour des fournitures d'armes américaines à l'armée iranienne. Donc le grand jeu ne débouche pas fatalement sur une animosité sans frein. Envisager une visite d'un futur président américain en Iran n'est pas plus impossible que l'était en 1968 l'éventualité d'une visite d'un président américain à Pékin.

Ce qu'on appelle parfois la crise iranienne est donc moins l'expression d'une crise internationale, mais beaucoup plus celle des problèmes géopolitiques rencontrés dans leur propre pays par des dirigeants actuels, pour les uns principalement à Washington, pour les autres à Téhéran.

\* Professeur à l'Université de Paris-Sorbonne.

**Notes :**

1. Les trois îles ont été récupérées par l'Iran en 1971 après le départ des Britanniques du golfe Persique.
2. D'ailleurs alors fort peu nombreux, suite aux stagnations démographiques depuis des siècles et puisque nous étions alors dans cette région avant la transition démographique. Cf. Dumont, Gérard-François, *Les populations du monde*, Paris, Éditions Armand Colin, deuxième édition, 2004.
3. Dumont, Gérard-François, « Le Liban, géopolitique et populations », *Outre-Terre*, n° 13, Editions érès, 2006.
4. D'autant difficile à cerner que des dizaines de millions de musulmans ont choisi de rester en Inde.
5. Le journaliste et un écrivain turc d'origine arménienne Hrant Dink a été assassiné à Istanbul le 19 janvier 2007.
6. Précédemment, début février 2007, Orhan Pamuk a dû annuler son voyage en Allemagne, suite aux menaces de nationalistes turcs consécutives à l'assassinat de Hrant Dink.
7. Cf. dans ce numéro « L'Iran et le "croissant chiite" : mythes, réalités et prospective ».
8. Et beaucoup moins en enlevant les immigrants temporaires non naturalisables. Cf. Dumont, Gérard-François, « L'Iran, puissance régionale ? », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007.
9. Dumont, Gérard-François, « Pour le développement humain : le beurre ou les canons ? » *Population et Avenir*, n° 675, novembre-décembre 2005.
10. Et omet l'enseignement de Charles-Maurice de Talleyrand : « Tout ce qui est excessif est insignifiant ».
11. Dumont, Gérard-François, *Les migrations internationales, Les nouvelles logiques migratoires*, Paris, Éditions Sedes.
12. Cf. « La population des continents et des Etats », *Population & Avenir*, n° 685, novembre-décembre 2007.
13. Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.
14. Tait, Robert, « Ahmadinejad urges Iranian baby boom to challenge west », *The Guardian*, 23 octobre 2006.
15. Notamment pour du coton, du pétrole, des conteneurs...
16. Dumont, Gérard-François, « Globalisation, internationalisation, mondialisation : des concepts à clarifier », *Géostratégiques*, n° 2, février 2001.